



Des restrictions demeurent à la réouverture complète de l'Horeca, prévue le 9 juin.

Fermer les restos à 22 heures, c'est les empêcher de faire deux services le soir

La date du 9 juin pour la réouverture complète des restaurants et cafés, intérieur et extérieur, est donc acquise. "C'était logique, attendu", maintient Thierry Neyens, président de la Fédération Horeca Wallonie. "C'est moins bien que le 1^{er} juin, mais mieux que le 1^{er} juillet", renchérit Fabian Hermans, administrateur de la Fédération Horeca Bruxelles, et "c'était plus que nécessaire". Même écho du côté des Brasseurs belges, qui "accueillent positivement le 'plan été'" du Codeco.

Des clients plus respectueux

Encore faut-il que cette ouverture "soit pérenne", avertit Thierry Neyens. "Il faut qu'elle reste une ouverture avec un grand O. Et qu'on n'entende plus parler de fermeture." Pour cela, insiste-t-il, il faut que les exploitants et le personnel respectent le protocole, "mais les clients aussi", ajoute-t-il. "On ne veut pas de dérives. Il s'agit d'un effort collectif."

Car des restrictions demeurent qui "obligent l'Horeca à tourner à capacité réduite", résument les

Brasseurs belges. En termes de personnes par table (4 ou une famille), de distance entre les tables (1,50m) et d'horaires (8h-22h à l'intérieur, 8h-23h30 à l'extérieur). "C'est illogique, incohérent, insiste Fabian Hermans. Comme si on allait pouvoir dire aux clients: 'La grosse pièce, vous la prenez dehors.'" "Fermer à 22 heures, c'est empêcher les restaurateurs de pouvoir faire deux services en soirée, ajoute Thierry Neyens. Pour permettre un bon redémarrage des activités – je rappelle que les restaurants sont restés à l'arrêt 11 mois sur 15 –, il faudra, dans un délai court, faire une évaluation et réadapter les horaires." À voir, sur le terrain, en fonction du type d'établissements, de la présence ou non de terrasses et de la météo. Grappiller une ou deux heures pourrait fortement jouer sur leur rentabilité. Sans pour autant couper court aux formules de soutien. Surtout à Bruxelles et en Wallonie, la Flandre ayant, tout au long de la crise, davantage soutenu ses entrepreneurs.

C.M.